La Présidence des Hautes-Pyrénées,
Officier de la Légion d’honneur,
Officier de l’ordre national du Mérite

VU la directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages ;

VU la directive européenne 2000/60/DCE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l’eau ;


VU le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L 151-36 à L 151-40 et R 151-40 à R 151-49 relatifs aux travaux prescrits ou exécutés par les départements, les communes, leurs groupements et les syndicats mixtes ainsi que par les concessionnaires de ces collectivités ;

VU le schéma directeur d’aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne approuvé le 1er décembre 2015 ;

VU la décision de l’autorité environnementale du 19 juillet 2017 ;

VU l’avis de la délégation départementale de l’agence régionale de la santé du 24 juillet 2017 ;

VU la transmission du projet d’arrêté préfectoral à madame la présidente du Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves (PLVG) le 3 août 2017, au titre de la procédure contradictoire ;

CONSIDERANT la demande déposée par le PLVG, le 20 juillet 2017, en vue de réaliser les travaux de sécurisation des berges de Soum de Lanne à Lourdes ;

CONSIDERANT le diagnostic actualisé des risques sollicité par le PLVG et l’importance de sécuriser la berge urbanisée en rive droite du Gave de Pau sur le secteur du Soum de Lanne ;

CONSIDERANT l’objectif des interventions de réduction des risques d’érosion ainsi que leur caractère d’intérêt général ;

CONSIDERANT la dégradation accélérée de la berge au niveau des bâtiments et la nécessité d’intervenir dans les délais les plus brefs possible ;

CONSIDERANT que les travaux auront une durée inférieure à un an et qu’ils n’engendreront pas d’impact notable et durable sur les eaux et le milieu aquatique ;
CONSIDERANT l’évaluation des incidences des travaux et des ouvrages sur les milieux et les espèces ;

CONSIDERANT l’importance de réduire les impacts des travaux sur l’environnement, la ressource en eau superficielle et souterraine, les milieux aquatiques, en phase de travaux et d’exploitation ;

CONSIDERANT l’avis du conseil départemental de l’environnement, des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) des Hautes-Pyrénées émis lors de la séance du 3 août 2017 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le directeur départemental des Territoires des Hautes-Pyrénées ;

ARRÊTE

TITRE I - OBJET

ARTICLE 1 - Pétitionnaire

Le présent arrêté statue sur le projet présenté par le Pôle d’Équilibre Territorial et Rural du Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves (PLVG), dont le siège social se situe 4 rue Michelet 65100 Lourdes, représenté par sa présidente, désignée ci-après le pétitionnaire, relatif à la sécurisation de la berge en rive droite du Gave de Pau au lieu-dit Soum de Lanne à Lourdes.

ARTICLE 2 - Objectif et consistance

Les interventions concernent les aménagements à réaliser dans le lit mineur et sur la berge en rive droite du Gave de Pau au lieu-dit Soum de Lanne. Elles visent à réhabiliter la berge afin d’éviter un glissement de la paroi et l’effondrement des bâtiments situés sur le haut de pente.

Ces travaux s’étendent sur 210 m et comprennent :
- le décapage de la terre végétale du versant ainsi que des remblais anthropiques et déchets,
- la mise en place d’un enrochement guide jusqu’au niveau de plein bord avec un ancrage en fond de lit,
- la création d’un enrochement de protection de pied de berge, sur une portion du linéaire, afin de limiter toute érosion du remblai,
- la constitution d’un remblai compacté, situé en arrière de l’enrochement guide, remontant jusqu’à la paroi cloutée existante,
- l’aménagement sur ce remblai d’une riserme intermédiaire et d’une riserme haute,
- la réalisation d’une protection du talus en génie végétal avec un treillage en bois et une végétalisation en herbacées et arbustes.

Les annexes 1 et 2 précisent la localisation et la nature de ces travaux.

TITRE II - DÉCLARATION D’INTÉRÊT GÉNÉRAL (DIG)

ARTICLE 3 - Déclaration d’intérêt général

Sont déclarés d’intérêt général les travaux et les ouvrages de sécurisation de la berge du Soum de Lanne, dont l’objectif est la protection des biens et des personnes en rive droite du Gave de Pau et visant à la lutte contre l’érosion des sols.

ARTICLE 4 - Périmètre

Le périmètre concerné par la déclaration d’intérêt général se situe sur la commune de Lourdes, dans le département des Hautes-Pyrénées.

Il comprend les parcelles cadastrales riveraines du Gave de Pau sur lesquelles s’appliquent les travaux de sécurisation des berges. La cartographie de ce périmètre et la liste des parcelles cadastrales est jointe en annexe 1.

ARTICLE 5 - Délai

La présente DIG devient caduque si les travaux, actions, ouvrages ou installations qu’elle concerne n’ont pas fait l’objet d’un commencement de réalisation dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté au pétitionnaire.
TITRE III - AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L’EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 6 - Caractéristiques de l’opération
Les installations, ouvrages, travaux, activités (IOTA), définies au tableau de l’article R.214-1 du code de l’environnement, concernées par cette opération sont les suivantes :

| rubrique | intitulé                                                                                                                                                                                                 | régime     | arrêtés ministériels de prescriptions générales
|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3.1.2.0  | Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d’un cours d’eau, à l’exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0 ou conduisant à la dérivation d’un cours d’eau :
|          | a) sur une longueur de cours d’eau supérieure ou égale à 100 m (A) ;                                                                                                                                 | autorisation| Arrêté du 28 novembre 2007                                                                                                                  |
| 3.1.4.0  | b) sur une longueur de cours d’eau inférieure à 100 m (D).                                                                                                                                              |            |                                                                                                                                            |
| 3.1.5.0  | Consolidation ou protection de berges, à l’exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes :
|          | 1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A)                                                                                                                                                    | autorisation| Arrêté du 13 février 2002                                                                                                                   |
|          | 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D)                                                                                                                                |            |                                                                                                                                            |
| 3.1.5.0  | Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d’un cours d’eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d’alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batarcins, ou dans le lit majeur d’un cours d’eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :
|          | 1° Destruction de plus de 200 m² de frayères (A) ;                                                                                                                                                     | déclaration| Arrêté du 30 septembre 2014                                                                                                                  |
|          | 2° Dans les autres cas (D).                                                                                                                                                                             |            |                                                                                                                                            |
| 3.2.2.0  | Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d’un cours d’eau :
|          | 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m² (A) ;                                                                                                                                          | déclaration| Arrêté du 13 février 2002                                                                                                                   |
|          | 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m² et inférieure à 10 000 m² (D)                                                                                                                         |            |                                                                                                                                            |

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales ministérielles, applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de ces rubriques.

ARTICLE 7 - Conformité au dossier et modifications
Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d’autorisation déposé par le pétitionnaire, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur.
Toute modification apportée par le pétitionnaire de l’autorisation aux ouvrages et installations, à leur mode d’utilisation, à la réalisation des travaux ou à l’aménagement en résultant ou à l’exercice des activités ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d’autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d’appréciation, conformément à l’article R. 214-18 du code de l’environnement.

ARTICLE 8 - Modification des prescriptions
A la demande du pétitionnaire ou de sa propre initiative, le préfet peut prendre des arrêtés complémentaires au présent arrêté en vue de fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l’article L 211-1 du code de l’environnement rend nécessaires, ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n’est plus justifié.
ARTICLE 9 - Début et fin des travaux – durée de l’autorisation
Conformément à l’article R. 214-23 du code de l’environnement, la présente autorisation a une durée de validité de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté au pétitionnaire, renouvelable une fois.
La durée de validité des ouvrages est permanente.

Le pétitionnaire ne peut réaliser les travaux en dehors de la période autorisée (cf. article 19) sans en avoir préalablement tenu informé le préfet, qui statue dans les conditions fixées à l’article R. 214-18 du code de l’environnement.

Les délais de validité de l’autorisation visés dans cet article ne s’appliquent pas aux délais de suivi fixés dans le cadre des mesures d’accompagnement, d’évitement, et de réduction des incidences.

Le pétitionnaire informe par écrit le service chargé de la police de l’eau de la direction départementale des territoires et le service de l’agence française pour la biodiversité dans les Hautes-Pyrénées (AFB) du démarrage des travaux.
De même le pétitionnaire avertit, sans délai, ces services de la fin des travaux et adresse au service chargé de la police de l’eau de la direction départementale des territoires, dans un délai de trois mois, les plans des ouvrages réalisés en trois exemplaires, à une échelle compatible avec le suivi sur site des ouvrages et travaux : localisation, dimensions, …

ARTICLE 10 - Déclaration des incidents ou accidents
Dès qu’il en a connaissance, le pétitionnaire est tenu de déclarer au préfet, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l’objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l’article L. 211-1 du code de l’environnement.
Sans préjudice des mesures susceptibles d’être prescrites par le préfet, le pétitionnaire est tenu de prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l’incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire est responsable des accidents ou dommages imputables à l’utilisation de l’ouvrage ou de l’installation, à la réalisation des travaux ou à l’aménagement en résultant ou à l’exercice de l’activité.

ARTICLE 11 - Caractère de l’autorisation
L’autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l’État exerçant ses pouvoirs de police.

ARTICLE 12 - Accès aux installations
Les agents en charge de mission de contrôle au titre de la police de l’eau ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par le présent arrêté.
Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

ARTICLE 13 - Analyse complémentaire
Le service chargé de la police de l’eau peut demander, sur justifications, que des prélèvements, des contrôles, des mesures ou des analyses concernant les rejets et le milieu récepteur, soient effectués par un organisme indépendant dont le choix est soumis à son approbation, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté. Les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par le pétitionnaire.

ARTICLE 14 - Droits des tiers
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 15 - Autres réglementations
La présente autorisation ne dispense pas le pétitionnaire de requérir les autorisations nécessitées par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

ARTICLE 16 - Expert écologue
Préalablement au démarrage du chantier, le pétitionnaire s’associe à un ou des experts écologues, chargés des missions de contrôle et de suivi dans le domaine de l’environnement tant en phase chantier que pour les mesures environnementales prescrites.
Cet expert écologue assure l’information régulière du service chargé de la police de l’eau de la direction départementale des territoires et de l’AFB.
ARTICLE 17 - Prescriptions spécifiques liées au chantier

17.1 - Avant le démarrage du chantier

Dès que les éléments sont établis, le pétitionnaire fournit au service instructeur un plan sur fond IGN des installations de chantier, comprenant la localisation des zones de chantier, des zones de stockage, des points d'accès au cours d'eau, des zones de ravitaillement des engins de chantier.

Le présent arrêté est notifié par le pétitionnaire à son maître d'œuvre et aux différentes entreprises intervenant sur le chantier et un interlocuteur unique, responsable de l'application du présent arrêté, est désigné par le pétitionnaire.

Le pétitionnaire, par le biais de son expert écologue, réalise, notamment :

- l'information des entreprises intervenant sur le chantier à la spécificité du milieu d'intervention et aux règles liées à la protection du milieu naturel, aux modalités de réalisation des travaux et aux procédures à respecter en cas d'accidents ou d'incidents,
- le balisage des aires de chantier par les entreprises en charge des travaux et à la signalisation, visible et durable, de la mise en défès des espaces de non-intervention aux regard des espèces sensibles,
- la réalisation des mesures de sauvegarde des espèces piscicoles dans le Gave de Pau conformément à l'article 20.

17.2 - En phase de chantier

Le pétitionnaire informe le service instructeur de l'avancement des travaux et des difficultés rencontrées lors des réunions de chantier et par transmission, par courriel, des comptes rendus.

En tout état de cause, toutes les dispositions sont prises par le pétitionnaire pour réduire au maximum les incidences de l'opération sur l'eau et le milieu aquatique, avec en particulier :

- l'interdiction de tout apport aux milieux aquatiques de polluant ou de charge solide, immédiat ou différé,
- le nettoyage des engins est effectué sur des zones spécifiquement aménagées avec des dispositifs de récupération des égouttires. Les matériaux et produits sont stockés en quantité limitée, au niveau d'aires de stockage spécifiques, selon des modalités ne permettant pas l'accès aux personnels extérieurs au chantier. Des produits non toxiques sont utilisés pour le nettoyage des engins,
- le stockage des liquides (carburants et autres produits polluants) sont associés à une capacité de rétention étanche,
- les précautions pour le stockage des produits polluants : les zones de stockage des carburants, des huiles, des liants, de la chaux, des déchets et sous-produits ou autres polluants et les zones d'entretien et de ravitaillement des engins se situent à une distance de toute zone écologiquement sensible permettant de réduire les risques de pollution,
- la suspension des travaux de terrassement et de manipulation des déblais et remblais en période de forte pluie et entraînant un risque de turbidité des eaux du Gave,
- une attention particulière pour ne pas entraver l'écoulement des eaux au travers une organisation adéquate du chantier.

L'utilisation d'huile biodégradable pour tous les engins intervenant dans le lit mineur pourra faire l'objet d'un bilan auprès de l'antenne départementale de l'agence régionale de la santé.
ARTICLE 18 - Moyens d'intervention d'urgence

Le pétitionnaire établit un schéma d’intervention de chantier pour le cas de pollution accidentelle. Il détaille la procédure à suivre en cas de pollution grave et les moyens d’intervention en cas d’accident.

Le schéma d’intervention du chantier suit les principes suivants :
- neutralisation de la pollution,
- traitement de la pollution,
- remise en état des milieux et ouvrages atteints,
- connaissance des organismes et personnes à contacter.

En cas d’incident lors des travaux, le pétitionnaire doit immédiatement interrompre les travaux, intervenir sur l’origine de l’incident provoqué et prendre les dispositions afin de limiter les effets de l’incident sur le milieu et sur l’écoulement des eaux, afin d’éviter tout nouvel incident.

Un plan d’alerte et d’intervention est également établi pour les cas de désordre dans l’écoulement des eaux, en particulier en cas de crue du Gave de Pau. Il comprend des mesures d’anticipation (consultation météorologique, ...) et d’intervention rapide de jour comme de nuit afin d’assurer la sécurité des personnes, le replemment des installations du chantier et de limiter les incidences environnementales.

ARTICLE 19 - Période autorisée des travaux

Les travaux sur la végétation préalables au chantier sont réalisés de juillet à février. Les travaux dans le lit mineur sont exécutés entre le 1er avril et le 15 novembre.

ARTICLE 20 - Mesures de réduction des incidences

20.1 – Pêche de sauvegarde

Deux pêches de sauvegarde de la faune piscicole, au droit du site des travaux, dans le Gave de Pau sont préconisées :
- la première avant la mise en place du batardeau,
- la seconde à la fermeture du batardeau.

Si les niveaux d’eau compromettent l’organisation de la première pêche de sauvetage, le pétitionnaire prend l’attache de la fédération départementale de pêche et l’agence française pour la biodiversité (AFB) des Hautes-Pyrénées et définit une technique alternative permettant la protection de la faune piscicole (déflecteur du courant d’eau, pêche en lien avec la mise en place du batardeau...).

En application de l’article L. 436-9 du code de l’environnement, un arrêté spécifique est demandé auprès du service en charge de la police de l’eau préalablement à ces pêches de sauvegarde. La demande spécifie les particularités et modalités retenues en lien avec la particularité du site.

20.2 - Batardeau

Un batardeau longitudinal est mis en place en rive droite du Gave de Pau sur un linéaire adapté au chantier d’environ 250 m, afin de renvoyer le débit vers la rive gauche du cours d’eau.

Il est conçu pour assurer un isolement de la zone de chantier dans le Gave de Pau pour des débits inférieurs à ceux d’une crue de période de retour de deux ans.

Ces caractéristiques sont les suivantes :
- cote de la crête sur la partie amont chantier : 376,4 m NGF,
- cote de la crête sur la partie aval chantier : 375,9 m NGF,
- largeur en crête de 2,5 m, en pied de 3 m, avec des parements subverticaux,

Il est constitué d’enrochements d’apport, de 800 à 1000 mm de calibre. L’étanchéité est assurée par une géomembrane imperméable maintenue par des enrochements.

Le batardeau est mis en place à l’avancement. Son démantèlement est réalisé depuis l’aval, de manière très progressive et à un rythme lent.
20.3 – Pompage et filtre
Un dispositif de pompage est mis en place dans la zone isolée par le batardeau avec un débit de l’ordre de 5300 m³/h. Cette valeur peut être majorée pour assurer en tant que de besoin un bon niveau de protection du chantier.
Afin de prévenir tout départ de matières en suspension (MES) dans le Gave, les eaux de pompage sont évacuées à l’aval du batardeau dans un bassin de décantation muni d’un filtre à paille en sortie.
La localisation ainsi que le dimensionnement de ce dispositif et les mesures prises pour sa maintenance sont transmis au service instructeur et à l’AFB dans un délai de un mois à compter de la date de signature de l’arrêté.

20.4 – Déblais et remblais
Les déblais issus de l’assise de la fondation des enrochements sont stockés provisoirement et, sous réserve qu’ils soient constitués majoritairement de matériaux sablo-limoneux, ils sont mis ultérieurement en place au sein des remblais de l’ouvrage.
La localisation de zone de stockage est précisée, dès le démarrage des travaux, au service en charge de la police de l’eau de la DDT et à l’AFB.

20.5 - Dépôt des fûts
Afin d’assurer l’aboutissement du cycle du Lucane cerf-volant, potentiellement présents dans les trois arbres abattus sur la zone d’installation du chantier, les sections de fûts comportant des cavités sont isolées en tronçons de un mètre à un mètre cinquante. Elles sont alors déposés, verticalement, dans un massif boisé à proximité, propice à cette espèce.

ARTICLE 21 - Mesures d’accompagnement

21.1 – Suivi de la qualité de l’eau
Lors des interventions dans le milieu aquatique, un dispositif de suivi du taux des matières en suspension (MES) et de la mesure de l’oxygène dissous est mis en place au niveau de trois stations réparties ainsi : une station en amont du batardeau et deux en aval, en aval immédiat soit à moins de 50 m du chantier et en aval éloigné, soit à environ 800 m du chantier.
Pendant les phases de mise en place et d’enlèvement du batardeau, ainsi que durant les phases de travaux pour lesquelles des MES sont relarguées, une mesure des MES et de l’oxygène dissous est effectuée toutes les demi-heures.
Pendant les autres interventions, le suivi est effectué de façon hebdomadaire.
En préalable au lancement des mesures, un étalonnage de la turbidité est effectué. Ensuite, les seuils établis en valeur relative avec la mesure effectuée à l’amont sont les suivants :

<table>
<thead>
<tr>
<th>MES</th>
<th>Oxygène dissout</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Valeur cible en permanence</td>
<td>+ 100 mg/l</td>
</tr>
<tr>
<td>Valeur cible en pointe</td>
<td>+ 200 mg/l</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le dépassement de l’une des valeurs cibles en permanence entraîne la mise en œuvre d’actions correctives sur le chantier.
Le dépassement de l’une des valeurs cible en pointe, pour deux mesures consécutives, impose une suspension des travaux dans le cours d’eau.
La reprise des travaux après suspension intervient dès que les valeurs relatives ont atteint la cible en permanence.

21.2 – Information des usagers
Le pétitionnaire informe régulièrement les usagers du Gave de Pau des travaux et de leur calendrier, en particulier les pratiquants de sports aquatiques.

21.3 - Espèces invasives
Afin de limiter la dispersion des espèces invasives, leur arrachage a lieu avant la période de greinaison.
Sous réserve de l’obtention d’une dérogation aux réglementations liées au plan départementale de santé, les
résidus d’arrachage font l’objet d’un brûlage. A défaut, ils sont transportés de façon hermétique vers des centres de traitement agréés.
De plus, les outils et engins de chantier sont nettoyés en entrée et en sortie de chantier, sur une aire de lavage spécifique.

21.4 – Recréation d’habitats
Au plus tard en fin de chantier, le pétitionnaire réalise une reconstitution des habitats des espèces impactés selon les éléments suivants :
- pour le Lézard des murailles : installation de deux ou trois gabions dans une zone bien exposée au soleil à proximité de la zone de chantier,
- pour la nidification des passereaux communs : choix d’essences adaptées pour la végétalisation des casiers de treillage-bois mis en place en partie haute du talus,
- pour la nidification du Cince plongeur : agencement de quelques enrochements ou de gabions à proximité immédiate de la zone de chantier afin de créer un refuge couvert, abrité de la montée des eaux du Gave.

ARTICLE 22 - Mesures de suivi
Les suivis qui sont engagés sur le site suite à la réalisation des travaux concernent :
- l’évolution des habitats d’espèces et la fonctionnalité pour le Saumon atlantique, le Chabot, la Lamproie de Planer et la Truite commune,
- l’évolution des habitats naturels d’intérêt communautaire,
- l’évolution des habitats d’espèces et la fonctionnalité pour le Cince plongeur, la Bergeronnette des ruisseaux et les reptiles.
Préalablement au début des travaux sur le site, le pétitionnaire confirme un état initial, indispensable pour les mesures de suivi.
La méthodologie de ces suivis, dont leur fréquence et leur durée, est établie précisément par le pétitionnaire et transmise au service instructeur et à l’AFB, pour validation, dans les trois mois suivant la signature du présent arrêté.

ARTICLE 23 - Suivi et entretien
Le suivi et l’entretien des ouvrages est réalisé par le pétitionnaire au minimum une fois par an, avec des modalités d’interventions adaptées aux périodes de sensibilité environnementale et ce, selon les milieux.
L’entretien de la végétation sur la berge aménagée est réalisé annuellement, par le pétitionnaire, entre fin novembre et début mars.

TITRE IV - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 24 - Annexes
Le présent arrêté s’accompagne de 3 annexes relatives à la localisation des interventions avec la liste des parcelles cadastrales (annexe 1), à la description schématique des ouvrages (annexe 2) et à la carte des mesures préconisées (annexe 3).

ARTICLE 25 - Modalités de publicité
En application des articles R. 214-25 et R 181-44 du code de l’environnement, le présent arrêté est :
- publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale d’un mois,
- affiché en mairie, en totalité ou un extrait, par les soins de madame la maire de Lourdes, pendant une durée minimale d’un mois,
Il est par ailleurs déposée en mairie de Lourdes où il peut être consulté.

ARTICLE 26 - Voies et délais de recours
La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Pau, dans les conditions prévues par l’article R514-3-1 du code de l’environnement, soit pour le pétitionnaire, deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée, et pour les tiers, quatre mois à compter du premier jour de
la publication ou de l'affichage de cette décision.

A compter de la mise en service du projet, conformément à l'article R181-52 du code de l'environnement, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L181-3.

ARTICLE 27 - Exécution

- Monsieur le directeur départemental des Territoires des Hautes-Pyrénées,
- Madame le maire de Lourdes,
- Monsieur le chef du service départemental de l'agence française pour la biodiversité des Hautes-Pyrénées,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

TARBES, le 04 AOUT 2017

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général

Marc ZARROUATI
Annexe 1 à l'arrêté n° 65.2017-08.04.024 du 4 août 2017
Localisation des interventions : parcelles cadastrales concernées
Annexe 2 à l’arrêté n° 65-2017-08.08.004 du 4 août 2017
Description schématique des ouvrages

Profil type B

Echelle des longueurs : 1/200
Echelle des altitudes : 1/200
Annexe 3 à l'arrêté n° 65-2017-08.04-004 du 4 août 2017

Carte des mesures préconisées

[Diagramme de la carte des mesures]

- Aire d'étude rapprochée
- Aire d'étude éloignée

Mesures :
- Confinement des résidus de coupe pour le Burdigéa
- Pêche de sauvegarde
- Récréation d'habitat de rédification pour les espèces communes
- Aménagement en grève végétal sur talus existant
- Récréation d'habitat favorable aux reptiles - Mise en place de gabions
- Récréation d'habitat de rédification pour le Crête plongeur
- Aménagement d'un abri à proximité de l'eau enclavé dans la berge
- Station de suivi de la qualité de l'eau (MEM/G2)
- Évacuation d'un arbre potentiel pour le Lucane Cerf-volant